
H-France Review Vol. 19 (November 2019), No. 257

Matthew S. Stanard, *The Leopard, the Lion and the Cock: Colonial Memories and Monuments in Belgium*. Leuven: Leuven University Press, 2019. 350 pp. \$79.00 (pb). ISBN 9462701792

Review by Sarah Demart, Université Saint-Louis, Bruxelles.

A bien des égards, cet ouvrage était attendu. Non seulement il contribue à rendre intelligible l'impact colonial dans l'espace culturel et public belge au travers de l'histoire des monuments coloniaux, mais il instruit toute une série de questions sur la manière dont l'identité nationale belge s'articule au passé colonial. Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent livre de Matthew S. Stanard, *Selling the Congo. A History of European Pro-Empire Propaganda and the Making of Belgian Imperialism*,^[1] dans lequel l'historien américain examinait la fabrique de la propagande impériale en Belgique en montrant notamment que l'esprit impérialiste avait imprégné la vie quotidienne des Belges et ne s'était pas limité à un petit cercle d'élites. Dans ce nouveau livre, Stanard s'intéresse aux traces de la colonisation et de la non-décolonisation dans l'espace public et plus généralement dans le domaine de la culture. Il défend la thèse selon laquelle la Belgique n'est pas entrée dans une longue période d'oubli après 1960—comme on le dit souvent—mais que l'on a au contraire affaire à une intense activité mémorielle, non linéaire et porteuse d'une interprétation positive de la colonisation belge au Congo dont rendent compte les espace-temps de commémoration. L'ouvrage présenté comme à destination du grand public est organisé de manière chronologique autour de six temps couvrant la période coloniale et la période post-coloniale contemporaine (avant 1960, entre 1960 et 1967, entre 1967 et 1985, entre 1985 et 1994, entre 1994 et 2010, après 2010) ; l'ensemble balisant l'histoire de la Belgique au prisme de la colonisation et des rapports belgo-congolais.

A un premier niveau, il s'agit pour Stanard de rendre compte de l'étendue de l'espace commémoratif dédié à la colonisation, de la manière dont ces monuments coloniaux ont été produits et de leur durabilité dans l'espace public belge. Plus de 80 illustrations des monuments coloniaux sont reprises : statues, plaques, bustes, mémoriaux de grandeurs variées. Elles sont accompagnées d'un descriptif reprenant le contexte dans lequel le monument a été érigé, le lieu et la date d'implantation ainsi que la source de financement. Si l'essentiel de l'entreprise mémorielle est entamée après 1908, la période de l'Etat Indépendant n'est pas en reste, et le premier monument remonte à 1885. On le savait déjà, mais c'est important de le souligner : ce sont essentiellement des Belges et des hommes qui ont été mis à l'honneur et à l'agenda de ces récits nationaux. Et les financements divers, aussi bien publics que privés, que mentionne quasi systématiquement Stanard (chambre du commerce, Ministère des colonies, communes, cercles coloniaux, paroisses, etc.), montrent bien que la production de représentations positives et belgo-centrées de la colonisation va au-delà d'un « lobby colonial » au sens restreint du terme.

Les rares actions de démantèlement de ces monuments coloniaux sont d'ailleurs fortuites et redevables aux logiques marchandes tout à fait indépendantes d'une politique de réécriture de l'histoire coloniale.

A un second niveau, c'est la logique de rapatriement de la colonie dans la métropole qui est examinée au travers de ces traces coloniales. D'abord, en mettant à jour les récits de la colonisation que véhiculent les monuments érigés en l'honneur de ces héros de la nation ; les encadrés accompagnant les illustrations fournissent à cet égard des informations utiles en matière de cartographie du pouvoir colonial, au-delà des lieux de mémoire que constituent les monuments. Ensuite, en s'intéressant à la logique d'incorporation du Congo dans les récits nationaux que donnent à voir les monuments mais plus généralement le domaine de la culture. La logique de rapatriement de la colonie a en effet à voir avec une « belgicisation » ou nationalisation de la « culture congolaise » dont les acteurs coloniaux ont été de manière parfois très concrète les opérateurs. Stanard rappelle ainsi que les militaires, les missionnaires et les administrateurs—qui sont commémorés dans l'espace public—ont aussi été les agents d'une politique d'extraction des objets et artefacts, et ce faisant, de constitution d'une collection nationale. Collection sur laquelle la Belgique s'est appuyée, et s'appuie, pour construire et revendiquer une expertise nationale sur le Congo. L'appropriation et la mise en circulation de ces artefacts différemment nommés selon les périodes et acteurs (trophées, objets, art nègre, production artistique indigène, art congolais, etc.), est à ce sens tout à la fois matérielle et épistémique.

A la suite des travaux de Debora Silverman montrant comment le Congo a été incorporé dans l'art et l'architecture belge, depuis l'école de Tervuren (seconde moitié du XIX^e) jusque l'art nouveau au passage du XIX^e au début du XX^e siècle, Stanard invite à penser l'impérialisme belge sous l'angle d'un processus de nationalisation de la culture congolaise voire du Congo par les Belges.[2] Du point de vue matériel, la fabrique de cette expertise repose sur une pluralité de foyers de captation et de mise en circulation des objets par le biais de tout un réseau d'admirateurs, de collecteurs et de promoteurs de l'art nègre ou congolais. D'un point de vue épistémique, la constitution de cette collection nationale renvoie à une position d'expertise qui se construit au travers de toute une série d'activités de collecte, de catégorisation et de conservation des objets. L'auto-habilitation à décréter la valeur d'authenticité, ou non, de ces objets par les opérateurs du marché de l'art est abordée comme la pierre angulaire de cette nationalisation de la « culture congolaise ».

L'impact disproportionné de la décennie 1950 sur les visions post-1960 de la colonisation belge constitue un autre argument central du livre, qui renvoie à l'apogée d'un compromis national. Cette « identité coloniale » transcende les catégories particulières d'appartenance basées sur la classe, le genre, la religion, etc. Il en va d'une cohésion sociale qui, nous dit Stanard, repose sur l'idée et le sentiment de supériorité civilisationnelle et de suprématie raciale. Elle sera entretenue par l'illusion d'une stabilité politique qui rendra d'autant plus traumatisante l'exigence décoloniale et la temporalité réduite au cours de laquelle le rapatriement de la colonie en métropole devra être pensé et mise en œuvre.

En dépit de l'utilisation post-1960 du passé colonial à des fins politico-linguistiques, notamment nationalistes au sein des mouvements flamands, l'auteur défend l'idée selon laquelle l'expérience partagée du traumatisme de la décolonisation a un effet unificateur à partir de 1960. L'articulation entre colonisation et identité nationale ne se saisit donc pas seulement dans le

projet national que constitue la colonisation mais plus largement dans l'expérience partagée du traumatisme de l'échec de ce projet.

La piste du traumatisme national partagé et du langage différencié pour le dire--dont rend compte la littérature néerlandophone dès les années 1970--invite à étudier la colonisation non seulement sur un plan politique, identitaire et culturel mais également sur un plan plus émotionnel voire viscéral. Dans cette perspective, il s'agit non seulement de penser au même titre les effets de la colonisation et de la décolonisation, mais également d'opérer un déplacement théorique concernant le « rapatriement de la colonie ». Il s'agit en effet, d'aller au-delà de l'approche numérique qui limite la discussion autour de la question de la (faible) circulation des Belges vers la colonie, en s'intéressant à l'articulation de l'identité nationale et de la colonisation dans le domaine de la culture. La proposition de Muteba Rahier, trop rapidement mentionnée, concernant la blancheur comme vecteur d'identité et d'unification nationale belge, constitue une piste importante pour examiner la dynamique impérialiste de ces identités nationale et régionale.[3]

Car, si la logique raciale peut être saisie en amont de la colonisation dans la fabrique des subalternités européennes, on sait aussi que les politiques raciales mises en œuvre dans les colonies ont travaillé les nations colonisatrices, dans leur chair.[4] Dans cette perspective, la logique de « rapatriement de la colonie » pourrait être instruite à partir de l'examen des modes d'administration et de gouvernance des corps noirs en métropole. Si l'on revient à la question de la nationalisation de la culture congolaise par le biais de la construction des expertises belges coloniales et surtout post-coloniales, il y aurait lieu d'interroger la manière dont celles-ci sont racisées. Car au travers des monuments coloniaux, comme de la commémoration du Cinquantenaire de l'indépendance du Congo, dont l'auteur montre bien qu'il a constitué un grand moment de commémoration nationale pour les Belges[5], c'est bien l'invisibilité des corps noirs dans les représentations et manifestations nationales qui se donne à voir. A ce stade, l'approche par les chiffres peut se révéler piégeante. La récente campagne pour la restitution des restes humains et des biens congolais « rapatriés » en métropole pendant la colonisation le montre bien. Menée par une poignée de militant.e.s afrodescendant.e.s, à l'instigation de l'association Bamko, elle a abouti en 2019 au vote de deux résolutions politiques en faveur de la mise en œuvre d'une politique de restitution et à la relance d'un débat académique sur le sujet dont Stanard dit bien, à la suite de Coutennier ou Van Beurden, comment il a été institutionnellement enfoui depuis la fin des années 1950.[6] Autrement dit, le caractère longtemps minoritaire de la présence afrodescendante en Belgique est une entrée insuffisante pour comprendre la manière dont la race opère en Belgique, notamment depuis 1960 et plus franchement depuis la fin des années 1980 sous forme d'oblitération de la présence noire et afrodescendante.[7] La nationalisation de la culture congolaise, dont parle Stanard au travers des commémorations et de la construction des expertises n'est-elle pas plutôt une nationalisation racisée ?

Une question qui ressort à mesure que l'on avance chronologiquement dans le livre est celle des politiques de la race, ou de la politique anti-blackness de la Belgique, dans le domaine de la connaissance. Il en va des effets d'aveuglement de la construction, impérialiste, d'une expertise sur le Congo au-delà du « culturel ». Très tôt dans le livre Stanard mentionne les contraintes académiques pesant sur l'histoire belge, en tant que discipline universitaire, mais il se limite à pointer l'absence de volonté institutionnelle dans le déploiement d'une véritable politique de

recherche en histoire coloniale. Or, il y aurait lieu de pousser la réflexion plus loin en incluant l'université comme espace potentiellement non décolonisé en abordant par exemple le manque de support institutionnel sous l'angle des contraintes, matérielles mais également épistémologiques et politiques auxquelles font effectivement face les chercheurs, et les effets de ces contraintes dans l'élaboration même d'un agenda de recherche? Comment le champ académique lui-même réfléchit-il le processus décolonial dont l'auteur défend qu'il n'est, d'un point de vue sociétal, pas abouti? Pourrait-on par exemple, considérer que la focalisation sur le Congo dans l'étude de l'histoire--déjà minoritaire et marginalisée--de la colonisation belge participe d'une logique d'évitement de la mise à jour de la colonialité belge elle-même ?

A ce stade, un dialogue interdisciplinaire est nécessaire, et permettrait d'examiner ce qui transcende l'historicité des champs disciplinaires, y compris du point de vue des politiques de financement de la recherche, car si la science du passé pâtit d'un faible support institutionnel, force est de constater que les sciences du présent font quant à elles l'objet d'une absence totale de support institutionnel. Le monde académique belge ne consacre aucune chaire ni *a fortiori* aucun département de sciences sociales à l'étude des phénomènes sociaux issus de l'empire, que dans d'autres contextes on retrouve sous divers champs d'étude comme les race studies, cultural studies, black studies, etc. Un dialogue interdisciplinaire pourrait de manière heuristique penser la « non-décolonisation » de la Belgique non pas seulement du point de vue de la construction des expertises, mais en creux, de la production des politiques de l'ignorance.[8]

NOTES

[1] Matthew S. Stanard, *Selling the Congo. A History of European Pro-Empire Propaganda and the Making of Belgian Imperialism* (Lincoln: University of Nebraska Press, 2011).

[2] Debora L. Silverman, "Diasporas of art: History, the Tervuren Royal Museum for Central Africa, and the Politics of Memory in Belgium, 1885–2014" *Journal of Modern History*, 87:3 (2015): 615–667.

[3] Muteba Rahier, "The ghost of Leopold II: The Belgian Royal Museum of Central Africa and its dusty colonialist exhibition" *Research in African Literatures* 34:1 (2003): 8–84.

[4] Amandine Lauro and Magaly Rodriguez Garcia, eds., "Writing History from the Margins. Marginal and Subaltern Perspectives in Belgian History (19th and 20th centuries)" *Journal of Belgian History*, vol. 1 (2016).

[5] Sarah Demart et Gia Abrassart, eds., *Créer en post-colonie. 2010-2015. Voix et dissidences Belgo-Congolaises* (Bruxelles : Bozar et Africalia, 2016).

[6] Sarah Demart, "Resisting extraction politics: Afro-Belgian claims, women activism, and the Royal Museum for Central Africa" in Margareta von Oswald and Jonas Tinius, *Across Anthropology: Troubling Colonial Legacies, Museums, and the Curatorial* (Leuven: Leuven University Press, 2020). Maarten Coutennier, "EO.0.0.7943" *Low Countries Historical Review*, 133(2): 91–104, <http://doi.org/10.18352/bmgm-lchr.10553>; Sarah Van Beurden, *Restitution or Cooperation? Competing Visions of Post-Colonial Cultural Development in Africa* (Essen: Centre for Global Cooperation Research, 2015).

[7] Sarah Demart, Bruno Schoumaker, Marie Godin, Ilke Adam, *Des citoyens aux racines africaines: un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais* (Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2017).

[8] Shannon Sullivan and Nancy Tuana, eds., *Race and Epistemologies of Ignorance* (Albany: State University of New York Press, 2007).

Sarah Demart
Université Saint-Louis, Bruxelles
sarah.demart@usaintlouis.be

Copyright © 2019 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172